

# Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

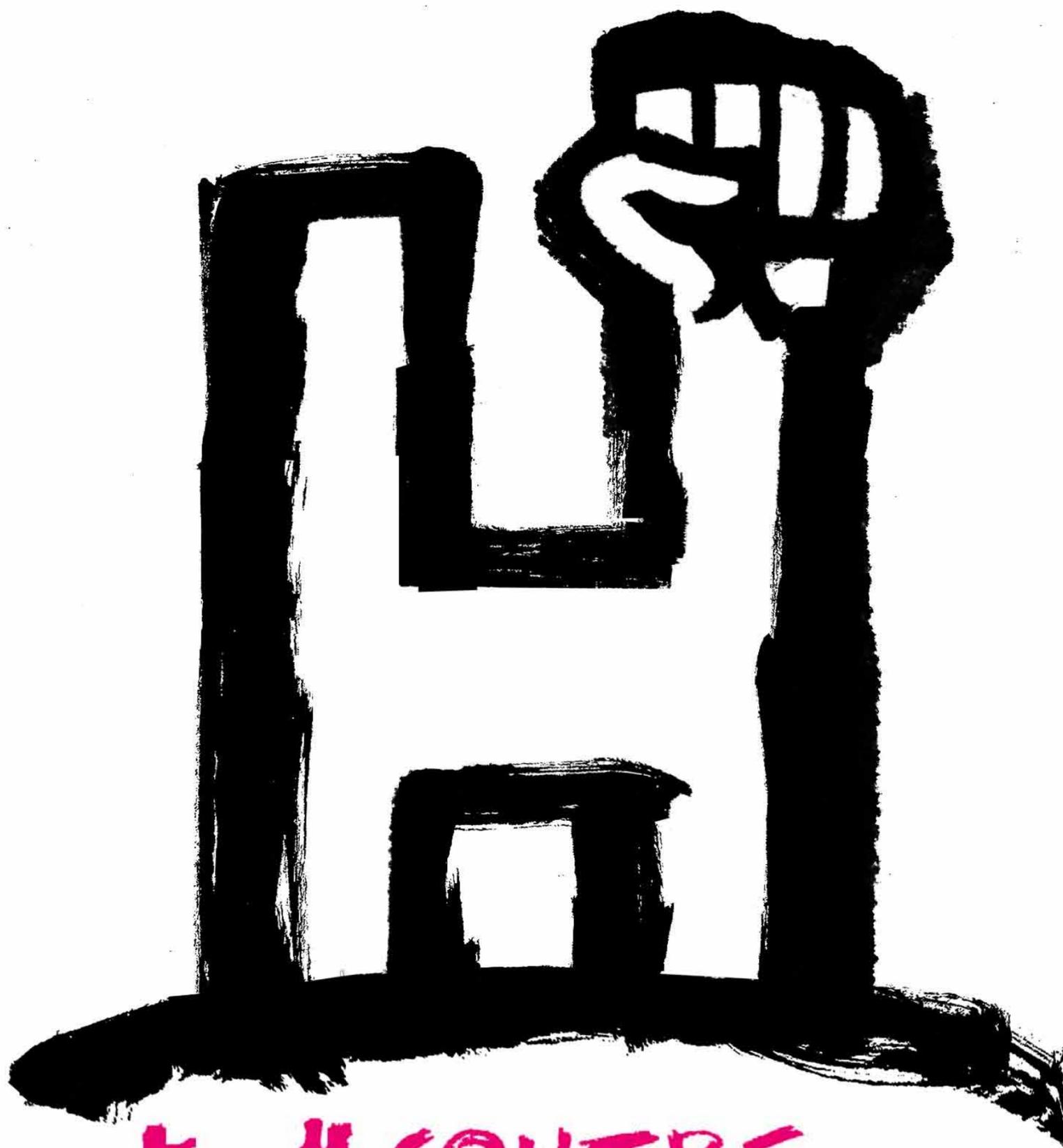


Illustration à partir du logo de la Convergence des hôpitaux en lutte contre "Hôstérité" réalisé par FANCH

" L' HÔPITAL CONTRE HÔSTÉRITÉ "

**Solidaires**  
Finances  
Publiques

**Solidaires**  
**sud**

**Solidaires**  
JUSTICE

**Solidaires**  
**sud**  
SPP et PATS

**Solidaires**  
éducation  
**sud**

**Solidaires**  
SUN DEP

**Solidaires**  
ENVIRONNEMENT

**Solidaires**  
**sud**  
Equipement

**Solidaires**  
Culture  
**sud**

**Solidaires**  
DOUANES

**Solidaires**  
Union  
Syndicale  
**Sudphen**  
Forêts

**Solidaires**  
météo

**Solidaires**  
**sud**  
Recherche

**SERVICES  
ENCOFFERER**



# Solidaires

## FONCTION PUBLIQUE

SOLIDAIRES FONCTION PUBLIQUE, 144 boulevard de la Villette 75019 Paris - 01 58 39 30 20 - [www.solidaires.org](http://www.solidaires.org) - [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org)

# *expressions* **Solidaires**

Ce 4 pages propose des informations à travailler et diffuser pour la réflexion et l'action.

## La conjuration des imbéciles

**Si 2015 devait être pire que 2014, comment cela serait-il supportable? Il y a de quoi être inquiet-es, les politiques récessives continuent dans l'Union européenne, l'activité économique dans les pays émergents faiblit, la reprise aux USA est fragile, et la spéculation financière prospère toujours.**

En France, tous les feux sont au rouge et le gouvernement Valls/Hollande s'obstine à poursuivre une politique d'austérité en dépit de ses effets désastreux sur l'activité économique et la vie quotidienne de millions de salarié-es, chômeurs-euses, et retraité-es. Ce gouvernement chantre du dogme libéral du « coût du travail », des coupes claires des dépenses publiques, et de la rigueur budgétaire européenne, applique des recettes qui depuis plus de vingt ans ont montré leur inanité. **Les exonérations de cotisations sociales patronales n'ont démontré aucune efficacité en terme de création d'emplois mais sont un puits sans fond.**

L'annulation par le Conseil constitutionnel des dispositions d'exonération de cotisations salariales est une preuve de plus du bricolage de ce gouvernement. Il n'a aucune volonté politique pour imposer au patronat un autre partage entre salaire et profit, en commençant immédiatement par l'augmentation du SMIC à 1700 euros net. **Le patronat bénéficie d'un cadeau de 41 milliards sur le dos de la Sécurité sociale, des ménages, et des collectivités locales, auxquelles on impose une cure d'austérité de cinquante milliards !**

Les dernières prévisions de l'Insee et de la plupart des économistes tablent sur une activité économique atone. **Pire, le cycle déflationniste de baisse de la demande, baisse de l'investissement et des embauches, se profile dans la zone euro.** Cela signifie moins de recettes fiscales et plus de déficit, un cercle vicieux mortifère.

Au chômage qui continue d'augmenter (plus de deux millions de personnes en longue durée), s'ajoute la progression des embauches en CDD ou en intérim de très courte durée, notamment pour les moins qualifiées et les plus jeunes. **Cela n'empêche pas le MEDEF et une partie des organisations syndicales de négocier toujours plus de reculs sociaux :** la dernière convention UNEDIC en est un exemple, suscitant la mobilisation des associations de chômeurs, des intermittent-es, de Solidaires, la CGT, et la FSU.

Ce n'est pas la rhétorique sur le patriotisme économique d'un Montebourg en défense d'un capitalisme à la française grotesque et pathétique qui va mettre à mal les pouvoirs des multinationales françaises comme étrangères, **qui n'ont comme seul objectif qu'une expansion marchande sans limite.**

Les divers accords de libre échange, dont celui entre les l'UE et les USA en cours de négociation (TAFTA), visent à permettre aux multinationales des deux côtés de l'Atlantique de faire sauter toutes les normes sociales et environnementales qui gênent l'accumulation des profits. **Et le gouvernement Hollande applaudit !**

Dans toute l'Europe la riposte s'organise, le 11 octobre prochain verra la mobilisation simultanée des collectifs anti TAFTA, avant bien d'autres rendez-vous.

Quant aux dispositions de la transition énergétique de Ségolène Royal, elles sont dérisoires face au défi écologique. Le sommet mondial sur le climat en 2015 à Paris, voit déjà de multiples organisations et associations construire les mobilisations pour contraindre les états à prendre des mesures radicales. Face à la destruction des services publics et des missions des fonctions publiques mises en œuvre, des mobilisations sont annoncées comme dans la Santé dès septembre. **Mais mobiliser l'ensemble de la Fonction publique reste nécessaire.**

Sans de fortes mobilisations sociales, il n'y a pas de raison que cela s'arrête. **La parodie de dialogue social au travers des conférences sociales ne trompe plus grand monde.** La dernière fut un fiasco retentissant et l'Union syndicale Solidaires a eu raison de la boycotter, suivie de la CGT, FO et FSU.

**Face à la conjuration des imbéciles du patronat et du gouvernement, le syndicalisme a la responsabilité de lancer les débats essentiels comme celui du coût du capital, des finalités de productions socialement utiles, de la transition écologique, de la réduction du temps de travail à 32h, et de nouveaux droits sociaux imposés au pouvoir patronal, en un mot du sens de la lutte des classes.**

# SOLIDAIRES EN CONGRÈS

Le 6<sup>e</sup> congrès de l'Union syndicale Solidaires s'est tenu du 2 au 5 juin 2014 à Paris, rassemblant 110 000 syndicalistes nationales professionnelles et 55 Solidaires départementaux. Le taux de participation est supérieur à ceux des congrès antérieurs. Ce congrès a été l'occasion de réaffirmer fortement notre voix.

## Une nouvelle étape de franchise

Ce congrès a confirmé l'homogénéité politique de notre Union syndicale et son développement. Aujourd'hui, Solidaires regroupe environ 110 000 adhérent-es, soit 10 000 de plus que lors de notre précédent congrès de 2011.

L'intervention en congrès de sociologues ayant réalisé une étude sur Solidaires a permis d'en souligner certains aspects, notamment le fait que les nouveaux/elles arrivant-es sont généralement plutôt des primo syndicalistes et que les jeunes militant-es motivent leur choix de se syndiquer à notre Union syndicale du fait de sa présence sur le terrain, sa très grande réactivité et sa bonne connaissance des dossiers.

Ce congrès a également été l'occasion d'un renouvellement générationnel important avec le départ en retraite de trois camarades qui ont pris une place importante dans la construction de Solidaires : Annick Coupé, Christian Mahieux, Thi Trinh Lescure.

Un secrétariat national de douze personnes a été élu, dont deux codélégué-es généraux, avec pour la première fois trois camarades issus du secteur privé, confirmant ainsi l'ancrage de Solidaires dans celui-ci.

## Solidaires : un partenaire reconnu

Ce congrès a permis une nouvelle fois des interventions de camarades extérieures à notre Union syndicale.

Parmi les organisations invitées qui sont intervenues à la tribune, on peut citer côté français : la CGT, la FSU, la Confédération Paysanne, la FIDL, la CNT, la CNT-SO, Droit au Logement, la Fondation Copernic, ATTAC, Amnesty International, la LDH, RESF, VISA, le SAF, les Marches européennes, le MNCP ; côté international : le syndicat CSP-Conlutas (Brésil), le réseau international TIE (Transnational Information Exchange), l'UGTT (Tunisie), la CGT-E (Etat espagnol), le SNAPAP (Algérie), la campagne BDS France...

La diversité de ces organisations confirme les liens tissés par Solidaires avec de nombreux mouvements sociaux et sa place dans le mouvement syndical français et international.

## Solidaires dans le paysage syndical

Le débat sur le rapport d'activité a permis de revenir sur l'analyse de la politique d'austérité mise en œuvre par ce gouvernement « socialiste », les difficultés de mobilisation, l'état du paysage syndical, la question des convergences nécessaires.

S'agissant du paysage syndical, les débats ont confirmé notre attachement à la recherche de convergences et pointé les avancées dans nos rapports avec la CGT, au plan national interprofessionnel comme dans un certain nombre de départements. Quant aux rapports avec la FSU, il faut souligner les difficultés à appréhender sa stratégie d'action au plan national. Les propositions de Solidaires de travail en commun au plan national, dans la suite des rencontres passées (sur les enjeux écologiques, la précarité ou le partage des richesses), sont pour l'instant restées sans réponse de la part des uns et des autres. Par contre, le travail en commun (CGT, FSU, Solidaires) contre l'extrême droite a été cité positivement à de nombreuses reprises durant ce congrès.

Les débats du congrès ont confirmé que Solidaires ne pouvait se reconnaître dans la notion de « syndicalisme rassemblé » portée par la CGT lors de son dernier congrès et par l'intervention à Dunkerque de Bernadette Groison pour la FSU. Les prises de position récurrentes de la CFDT témoignent qu'il y a de sérieuses divergences dans le mouvement syndical, et que si on ne peut s'en satisfaire, on ne peut pas faire comme si elles étaient mineures. Cela pose la question de travailler à davantage de convergences sur le fond mais aussi sur les stratégies d'action entre les syndicats qui rejettent les logiques d'austérité portées par ce gouvernement et les desiderata du patronat.

## Des débats omniprésents

Cinq résolutions étaient en débat : le contexte général, la protection sociale, la place des femmes dans notre syndicalisme, l'enjeu des services publics, le développement. Elles ont donné lieu à un travail de commission afin de rechercher des synthèses à partir des amendements maintenus en débat. Ce processus, qui privilégie la recherche du consensus, a été une nouvelle



fois bien perçu. Au final, très peu d'amendements sont restés en débat en plénières, confirmant une homogénéité importante de notre organisation syndicale.

La mise en place, pour la première fois et selon des modalités spécifiques, d'une commission consacrée aux statuts s'est révélée très positive. Cette commission a permis : de vérifier avant les votes en plénière les points qui ne posaient pas de problèmes ; de dégager ceux qui, sans faire consensus, étaient à travailler ; de pointer la nécessité de retravailler à terme un préambule un peu daté dans certaines de ces formulations... Cela nécessitera de travailler certains de ces aspects bien en amont de notre prochain congrès afin d'élaborer collectivement des formules consensuelles.

Deux tables rondes se sont déroulées pendant ce congrès, sans vote mais permettant d'alimenter la réflexion collective sur les enjeux de santé au travail et sur les questions d'autogestion, de socialisation, d'appropriation collective des moyens de production. Au delà de leur « timing » en soirée qui n'a pas forcément permis une participation majoritaire, les échos sur celles-ci restent positifs.

# GRÈS MAINTIEN LE CAP

Dunkerque. 350 délégué-es étaient présent-es représentant 38 organisations féminisation, 33 %, est en légère progression par rapport à nos congrès volonté collective d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.



## L'enjeu de la place des femmes

Pour la première fois, une résolution spécifique sur la place des femmes dans notre syndicalisme a été votée en tant que telle. Elle porte sur les revendications pour l'égalité professionnelle mais aussi sur l'ensemble des questions recouvrant la domination masculine.

Un débat sur la prostitution a confirmé la position abolitionniste de Solidaires.

Ce texte pointe aussi la trop grande faiblesse de la représentation des femmes dans les différentes organisations où on assiste au même phénomène de « plafond de verre » que dans les entreprises. Nous n'arrivons pas à dépasser un tiers de présence des femmes dans les structures... Il reste donc du chemin à parcourir !

Ce congrès a malgré tout montré que les choses pouvaient bouger : de nombreuses femmes (et plutôt

de jeunes femmes) sont intervenues à la tribune alors que d'habitude c'était une majorité écrasante de délégués masculins !

## Des débats à poursuivre

Un plan de travail a été soumis au Comité national Solidaires de juillet pour permettre la poursuite de notre réflexion collective sur un certain nombre d'éléments non finalisés en congrès, notamment (liste non exhaustive) : sur les questions liées à l'avenir de l'Union européenne, l'euro... ; sur les débats liés au revenu universel et à la théorie du salaire à vie ; sur les modalités de financement des diverses branches de la sécurité sociale ; sur notre revendicatif dans la branche accidents du travail/maladies professionnelles ; sur des modalités de cotisation et de liens entre les syndicats professionnels et les Solidaires locaux ; sur certains aspects liés à la formation syndicale, dont la question du financement ; sur la mise en place d'une structure de travailleurs/euses, précaires et chômeurs/euses, dans les Solidaires locaux ; sur l'organisation d'une rencontre nationale des UL et UD Solidaires avant juin 2015 ; sur le renforcement de notre réseau juridique ; etc.

## Priorité aux luttes

Des motions d'actualité ont été adoptées à la quasi unanimité concernant des sujets aussi divers que la répression des mouvements sociaux, la lutte contre l'agrément de l'accord UNEDIC, le soutien aux luttes, la libération de Georges Ibrahim Abdallah ou l'enjeu de la réforme territoriale.

L'adoption d'une déclaration finale (<http://www.solidaires.org/article48214.html>) comme feuille de route nous a permis de résumer nos priorités d'intervention dans la période, notamment : notre implication dans la campagne liée aux élections professionnelles dans la fonction publique de décembre 2014 ; la poursuite et l'amplification de notre campagne nationale « Les capitalistes nous coûtent cher » ; les enjeux écologiques avec les mobilisations contre le projet de projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou à venir à l'occasion de la Conférence Paris Climat 2015 (COP 21) ; la poursuite et le développement du travail syndical contre l'extrême droite et ses idées nauséabondes ; la participation aux

manifestations Blockupy Francfort contre la politique de la Banque centrale européenne ; la détermination de Solidaires à faire échec au projet de d'accord de libre échange dans le cadre de la campagne unitaire anti-TAFTA...

## Des paroles... aux actes !

Au-delà des appréciations très positives sur ce congrès mises en avant par les structures membres lors du Comité national Solidaires de juillet, il appartient désormais à chacun-e d'entre nous de faire sien la conclusion de la déclaration finale.

Dans une logique de « toujours plus », celles et ceux qui prétendent diriger le monde ne cessent de vouloir supprimer les droits conquis par les salarié-es au fil des luttes sociales, et de confisquer les richesses. Dans ce contexte, un mouvement syndical fort, unitaire, offensif, indépendant, internationaliste, écologiste et féministe est d'autant plus nécessaire. Travailleurs-ses en activité, au chômage, en formation, en retraite, ont des intérêts communs à défendre.

Les organisations membres de l'Union syndicale Solidaires sont des outils pour les salarié-es, pour défendre leurs revendications quotidiennes et pour construire les mouvements sociaux d'ampleur nécessaires à l'indispensable et profonde transformation de la société. Celle-ci n'est possible qu'à partir d'une prise en charge des problèmes concrets, sur le lieu de travail et aussi dans les localités. Les deux aspects sont liés : c'est dans, et par les luttes d'aujourd'hui que nous construisons la société de demain !

## Nous sommes utopiques car réalistes !

Pour en savoir plus :

Une brochure spécifique consacrée au congrès de Dunkerque sera prochainement réalisée. En attendant sa diffusion, vous pouvez retrouver différents éléments liés à celui-ci (résolutions, motions, déclaration finale, revue de presse...) dans la rubrique spécifique que lui consacre le site Internet de Solidaires :

[www.solidaires.org/rubrique439.html](http://www.solidaires.org/rubrique439.html).

# Brésil: Platini, la coupe du monde et son coût pour la population

L'ex-star du football, représentant la FIFA, se plaignait des manifestations qui faisaient de l'ombre au bon déroulement de cet événement au coût exorbitant (8 milliards d'euros). Mais pourquoi ces protestations ? Parce que cet argent, c'est ce dont ne bénéficieront pas les brésiliens pour résorber la pauvreté extrême, parce que se poursuivront les coupes franches dans les services publics (santé, éducation, transports...), parce que des centaines de milliers d'entre eux/elles, les plus pauvres des favelas militarisées pour l'occasion, ont été jetés dans la rue pour « améliorer » l'image du pays et construire des stades, parce que le pouvoir n'a rien fait pour enrayer la prostitution et sa consommation exponentielle pendant les « festivités ».

La plupart des brésiliens qui se réjouissaient de l'événement ne pouvaient de toute façon pas avoir accès aux matchs en raison du prix exorbitant des billets. Les syndicats se sont donc organisés, des grèves et des manifestations très suivies ont eu lieu dans de nombreux secteurs.

À Sao Paulo, les syndicats du métro ont quasiment bloqué la ville pendant 5 jours. La réponse du pouvoir : répression, extension de la loi anti-terroriste pour bloquer les mouvements.... On a aussi peu parlé des travailleurs-euses morts sur les chantiers en raison des cadences infernales imposées pour que tout soit prêt en temps.

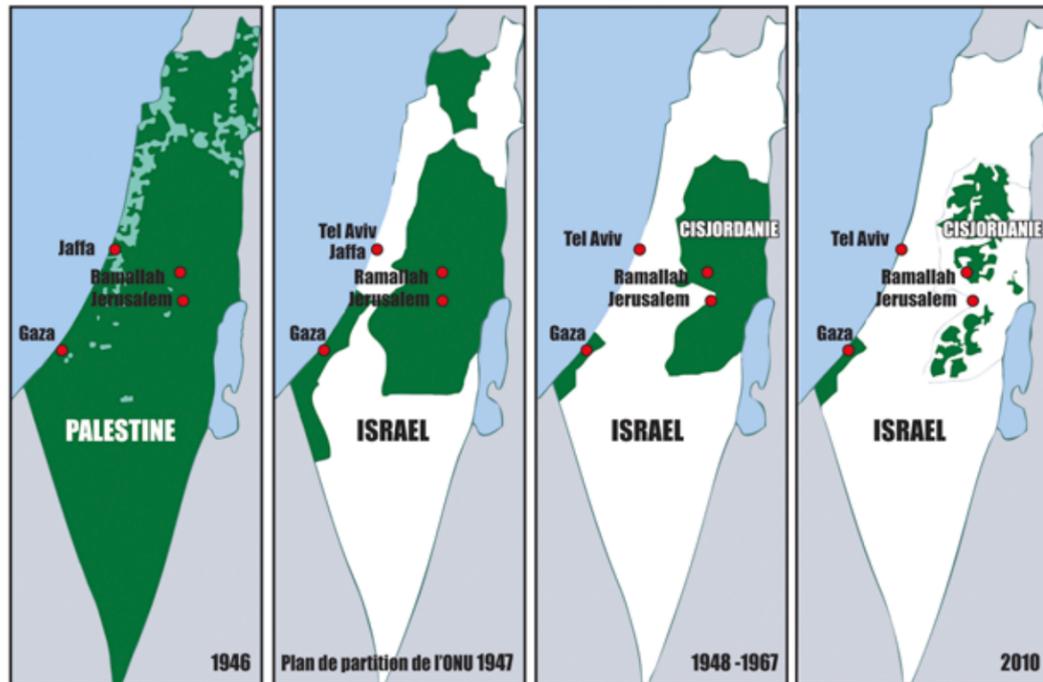
Mais tout cela, vraisemblablement, est sans importance pour M. Platini, pour la FIFA et le CIO et surtout pour celles et ceux qui font et feront des bénéfices records à l'occasion des coupes du monde et des prochains JO, au Brésil aussi. Oui, les capitalistes nous coûtent cher et c'est ce que sont efforcés de rappeler en France, par des rassemblements devant l'ambassade du Brésil notamment, les membres du collectif « La coupe est pleine » et dans le monde le Réseau syndical international de solidarité et de lutte, deux initiatives dont Solidaires a participé à la construction.

.....  
Les bulletins mensuels Solidaires international sont à disposition de chaque adhérent-e pour compléter ces informations.

# Palestine : un conflit de plus de soixante ans

## ÉVOLUTION DE LA PALESTINE DEPUIS 1946

□ Territoires israéliens (contrôle civil et militaire)  
■ Territoires palestiniens  
■ Implantations juives en Palestine mandataire



Depuis le 8 juillet, le conflit entre l'Etat d'Israël et le peuple palestinien a connu une nouvelle phase. La population de Gaza a subi une violence démesurée, près de 2 000 morts dont 75% de civils, de nombreux enfants. Sans compter les dégâts matériels : puits, écoles dont celles de l'ONU, centrale électrique...

**L'agression israélienne a toujours le même objectif : contraindre la population de Gaza à la soumission dans sa situation d'enfermement sous blocus. Gaza est un des endroits les plus peuplés de la terre où la population est sans droits.**

Solidaires a participé aux manifestations de solidarité qui se sont déroulées dans un très grand nombre de villes françaises et au delà dans le monde. Le gouvernement français, comme les gouvernements occidentaux ont pris fait et cause pour le gouvernement israélien. Mais cela n'a pas suffi, il a fallu qu'il prenne l'initiative d'interdire en France trois manifestations, deux à Paris, une à Sarcelles.

Devant l'opiniâtreté des mouvements de solidarité et la volonté des nombreux jeunes de pouvoir exprimer leur colère, le gouvernement a été contraint d'autoriser les manifestations. Si pour Solidaires l'antisémi-

tisme doit véritablement être combattu quelles qu'en soient les formes, et c'est ce que nous faisons notamment dans notre campagne contre l'extrême droite, la lutte contre celui-ci ne peut servir de prétexte pour un soutien à une politique criminelle et à une interdiction des libertés publiques.

Si le conflit s'apaise aujourd'hui, nous savons que des solutions durables doivent être développées pour ne rebondir dans quelques mois ou années. En tout premier lieu, il faut contraindre à la levée du blocus de Gaza, à la libération des prisonniers. Des sanctions peuvent être prises par les gouvernements pour y aboutir.

**Solidaires restera présente dans la solidarité, en particulier dans la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (<http://www.bdsfrance.org>).** Elle permet à chacun et chacune de faire pression à sa mesure, mais aussi collectivement sur les entreprises comme Orange pour la rupture avec l'opérateur Partner qui utilise la marque Orange dans les territoires occupés et s'est servi de celle-ci pour envoyer les fameux sms pour « prévenir » la population de Gaza de l'imminence des bombardements.

## infos solidaires

### Renforçons Attac !

Avec plus de 2000 participant-es de 44 pays, l'Université européenne des mouvements sociaux organisée du 19 au 23 août à Paris par Attac a été un véritable succès. Elle marque la place de l'association et du réseau des Attac d'Europe pour les mouvements européens et internationaux puisque qu'ils étaient très nombreux pour préparer ensemble des mobilisations en particulier contre le Grand marché transatlantique, et pour la justice climatique. ... Solidaires a participé avec de nombreux militants et militantes et a organisé plusieurs débats. Renforcer Attac en répondant aux appels à adhésion et en multipliant les liens au niveau local sera utile pour les combats qui sont devant nous.



### Adoption de la loi pour l'égalité

La nouvelle loi pour l'égalité « réelle » entre les femmes et les hommes a été adoptée le 23 juillet et est parue au JO le 4 août dernier. Les décrets d'application devraient paraître en novembre. Les mesures couvrent nombre de domaines (c'est l'intérêt de cette loi) : travail, violences, parité, famille... Nous y reviendrons plus en détail cet automne (les différentes mesures, le financement...).

### Une seule vie, un seul titre de séjour

Le Collectif « Français-es Etrangère-s, pour l'Égalité des droits » a édité les interventions du colloque organisé en novembre 2013 sur les différentes situations des étrangers selon leur titre de séjour. Ce matériel accompagne la campagne et la pétition du collectif pour un titre unique et renouvelable de plein droit. [egalitedesdroits.wordpress.com](http://egalitedesdroits.wordpress.com). Vous pouvez commander des exemplaires à [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org).

### Les Utopiques du 26 au 29 mai 2015

La conception de ces rencontres Solidaires est fondée sur l'appropriation, la participation et le brassage des idées et des personnes. Pour ce faire, nous proposons chaque jour dix ateliers simultanés et des plénières de synthèses et de problématisation des thèmes abordés. Nous déclinerons sous plusieurs angles trois grands thèmes : capital / travail; transition écologique; démocratie sociale. Le site de Blainville-sur-mer dans la Manche peut accueillir 500 personnes. Inscrivez d'ores et déjà ces dates sur votre agenda !

### Formation syndicale « internationale »

Cette session de formation, organisée par notre Union syndicale les 16 et 17 octobre 2014 à Paris, est animée par des membres de la commission internationale de Solidaires. Des syndicalistes de plusieurs pays interviendront. L'objectif est de proposer des éléments de compréhension et de réflexion sur les réalités du syndicalisme à l'échelle internationale, de collectiver la connaissance des axes d'intervention Solidaires et de nos priorités. Profitons de cette formation pour affûter nos armes contre le capitalisme, international par définition !

### Expressions solidaires

Journal bimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires  
Rédaction : 144 bd de la Vilette  
75 019 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20  
Fax : 01 43 67 62 14  
[contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org)

Directrice de publication :  
Cécile Gondard-Lalanne

N° CPPAP : 1 008 5 05397  
Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie,  
Montreuil-sous-Bois (93)



Graphisme : Atelier Du Bonjour

# NON à la ferme-usine des 1000 vaches !

## 3 questions à :

**Antoine JEAN**

Porte-parole de la Confédération Paysanne du 59/62, référant 1000 vaches.

### Quel est ce projet dit « des milles vaches » ?

C'est une première en France : **regrouper dans un même bâtiment 1000 vaches laitières, c'est du jamais vu!** La ferme usine sur la commune de Drucat dans la Somme est un projet d'élevage hors-sol. Les vaches n'iront jamais brouter l'herbe et y resteront toute leur durée de vie avec un régime d'ensilage et de déchets industriels de l'agro-alimentaire.

Le projet est porté par un industriel du BTP, Ramery qui a fait fortune grâce aux marchés publics et qui depuis une dizaine d'années a diversifié ses activités dans l'environnement (traitement des déchets en tous genres) et la finance, le tout chapoté par une holding basée au Luxembourg.

**La production laitière ne sera pas l'activité la plus lucrative de ce projet** car la concentration sur un même site et une mécanisation à outrance engendrent des coûts bien supérieurs aux élevages à taille humaine. **Cette usine produira de grande quantité de lisier pour alimenter une unité de méthanisation géante (1500 KWe) et permettra au groupe Ramery de toucher 4 millions d'euros de subvention par le rachat de la production d'électricité et la collecte de déchets en tous genres pour ajouter au lisier. Le lait deviendra donc un sous-produit de la bouse de vache,** avec un prix du lait très bas (250 euros les 1000 litres) ce qui mettra la pression sur le prix du lait payé aux vrais producteurs. Ce projet sera aussi extrêmement destructeur d'emplois agricoles. Pour produire du lait avec 1000 vaches nous avons à peu près 20 à 25 unités d'élevage soit plus de 50 emplois, Ramery annonce à peine 15 salarié-es avec l'unité de méthanisation.

### Les actions de la confédération paysanne

L'association de riverains, NOVISSSEN, constituée depuis 2010 contre ce projet, regroupe plus de 2400 adhérent-es dépassant largement les frontières de la

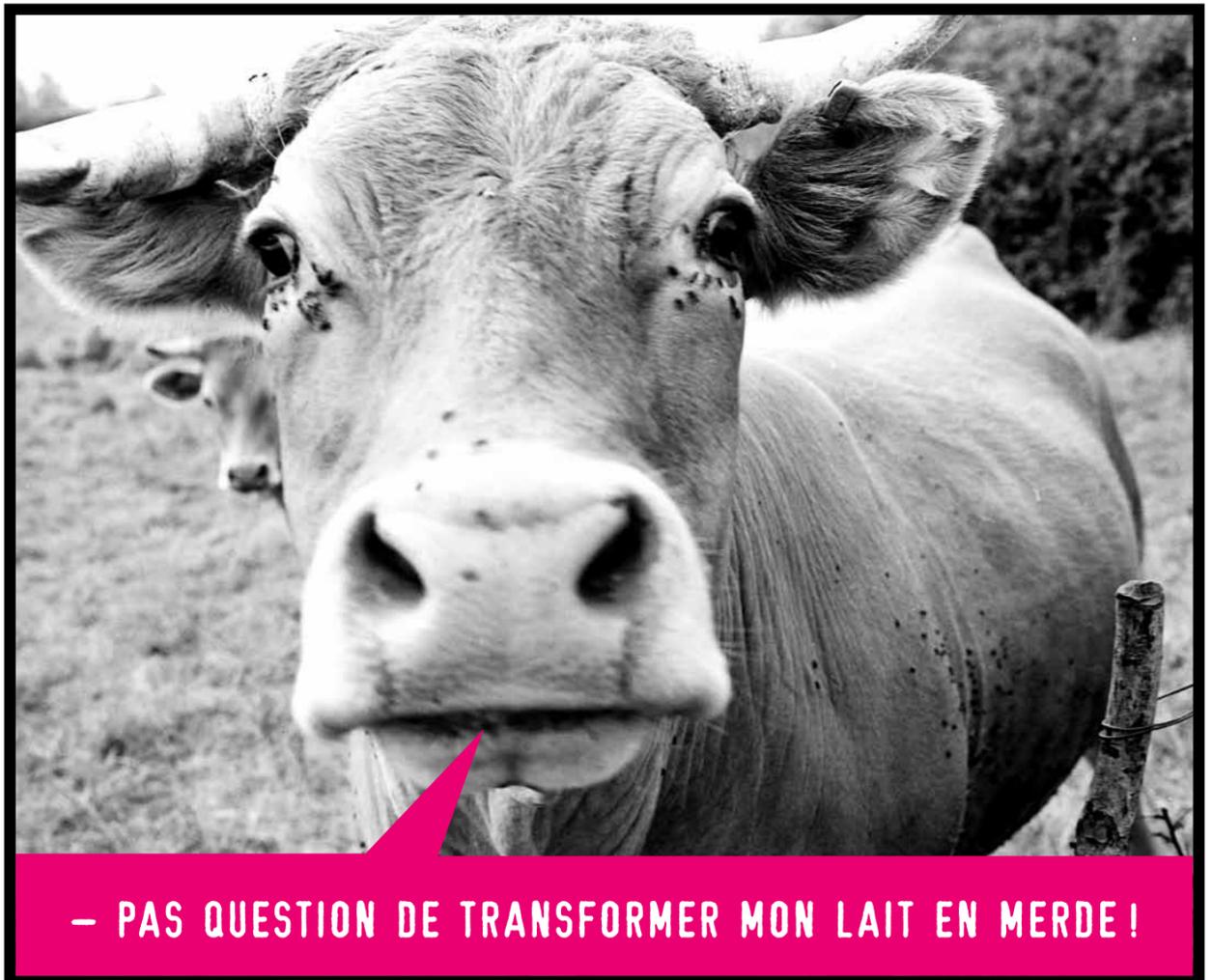


Photo Marc Potouit

**- PAS QUESTION DE TRANSFORMER MON LAIT EN MERDE !**

Picardie. La Confédération Paysanne, dès le départ, a pris position contre le projet qui mettrait en grand danger l'élevage de taille humaine en détournant une production de qualité, en standardisant un lait bas de gamme à un prix inférieur au coût de production **et en mettant en concurrence déloyale un industriel et les éleveurs/euses.** Une première action a eu lieu le 12 septembre 2013, avec un tag géant dessiné sur le sol de la future usine et le démontage de quelques tuyaux hydrauliques qui ont été remis au ministère de l'agriculture pour l'interpeller sur les dangers de cette installation prédatrice de terres, de droit à produire et de subventions en contradiction avec les propos de Le Foll qui partout où il passe parle d'agro-écologie. Ce même jour nous avons aussi occupé le siège social de Ramery dans le Nord où nous étions au moins 500 pour dénoncer son projet.

Le 24 janvier 2014, une nouvelle occupation du site nous a enfin permis de rencontrer, d'une part, Cécile Duflot ministre en charge de l'aménagement du territoire pour lui demander de refuser une modification du permis de construire suite à des irrégularités constatées à la construction d'un bâtiment érigé sur une zone archéologiques sans autorisation et d'autre part, le ministre de l'environnement. **Ces rendez-vous se sont soldés par des promesses non tenues depuis.**

La dernière action la plus retentissante fut le démontage d'une toute petite partie de l'immense salle de traite le 28 mai 2014. L'idée était d'apporter ces pièces fraîchement enlevées à nos 2 ministres (Royal et Le Foll) à l'inauguration du printemps de la Bio à La Villette.

### Répressions et soutiens aux militant-es

Suite à l'action de septembre 2013, six personnes ont été mises en garde à vue en novembre pour dégradation en réunion et refus de prélèvements d'ADN.

À la suite de l'action de mai 2014, **une répression digne d'un acte criminel s'est abattue sur les militant-es confédéré-es,** d'abord sur 4 personnes ayant participé au démontage (1 paysanne et 3 paysans). Puis Laurent Pinatel, porte parole National, après avoir réussi non sans un plaquage au sol par les gorilles de notre ministre à entamer un dialogue de sourd avec celui-ci, s'est fait cueillir à la gare d'Amiens de façon plus musclée, alors qu'il rejoignait les gardé-es à vue. Après 2 jours de garde-à-voir, tous sont ressortis avec un contrôle judiciaire stricte et une convocation au tribunal d'Amiens le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Plus de 600 personnes sont venues devant le tribunal soutenir nos 9 camarades et

leurs avocats ont obtenu le report pour le 28 octobre. Cette première journée de procès a permis d'expliquer ce projet fou, de dénoncer la répression dont font l'objet les militant-es de la Conf' et de recueillir de nombreux témoignages de soutien dont celui de Solidaires.

**En soutien à nos camarades, nous devons être au moins aussi nombreux le 28 octobre pour dénoncer la criminalisation de l'action syndicale et le droit à mener des actions.** Nous ferons aussi le procès de l'industrialisation de l'agriculture. Un soutien financier pour aider aux frais de justice sera le bienvenu. Il y va de l'importance de la convergence des luttes face à un pouvoir oppresseur qui soutient l'intérêt privé plutôt que l'intérêt public!!!

**À tous et toutes merci pour tout ce qui sera fait**

Pour en savoir plus sur cette lutte : [www.confederationpaysanne.fr/gen\\_article.php?id=2646](http://www.confederationpaysanne.fr/gen_article.php?id=2646)

